



ADDIS ABABA

CONSEIL DES MINISTRES
Dix-septième session ordinaire
Addis-Abéba, juin 1971

CM/393

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF
SUR LES ACTIVITES DE L'O. U. A. DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE, SOCIAL,
DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

=====



CM10393

MICROFICHE

1. Les assises de février 1971 n'ayant pas permis au Conseil des Ministres d'adopter, ni le rapport général sur les activités économiques et sociales, ni les quelques documents soumis par le Secrétariat sur ceux des problèmes de la coopération économique en Afrique qui exigeaient des directives urgentes, le compte-rendu des activités du Secrétariat dans le domaine économique et social couvrant la période qui s'étend entre septembre 1970 et février 1971, reste entièrement valable. De même en est-il des rapports sectoriels dont devait se saisir la 18ème session au cours de ses débats de février.

2. A ces documents de travail, il convient d'ajouter maintenant les comptes-rendus et les conclusions de la 10ème Assemblée Générale de la CEA, devenue la première session du Conseil des Ministres de cette institution, ainsi que les rapports sur le déroulement des travaux de deux conférences importantes tenues à Addis-Abéba, respectivement en avril et en mai 1971, sous l'égide des secrétariats de l'OUA et de la CEA. Enfin, il apparaît important d'informer le Conseil des Ministres de l'état d'avancement des préparatifs de deux parmi les principaux événements qui solliciteront la coopération et l'harmonisation des politiques et des efforts en matière économique et sociale des Gouvernements africains au cours des mois à venir.

3. Les conclusions et les recommandations de la première session du Conseil des Ministres de la CEA tenue à Tunis en février 1971 seront transmises aux instances techniques de l'Organisation de l'Unité Africaine par les soins du Comité exécutif de la CEA, conformément à la résolution 190 (IX) de la CEA, et à la résolution Res. 191 (XIII) de l'OUA. Qu'il suffise d'attirer l'attention sur les recommandations faites à Tunis en vue de la rationalisation des relations entre le Comité technique des experts et le Comité exécutif.

dernier ayant maintenant le devoir, clairement exprimé, de superviser le travail du premier et de soumettre sur ce travail, ses avis à la Conférence des Ministres de la CEA. Le même, sied-il de relever l'importance des débats et des recommandations tendant à renforcer les structures sous-régionales de la CEA, de façon à faire du Secrétariat exécutif, le conseiller technique des gouvernements ou des groupements régionaux sur le terrain. L'extension des compétences de la commission à l'harmonisation globale et progressive des activités des agences spécialisées de la famille des Nations Unies en Afrique, a retenu aussi l'attention des Ministres en tant qu'une des solutions susceptibles de renforcer l'efficacité pratique de l'aide que le système des Nations Unies entend apporter au continent africain. Une mention spéciale doit être faite enfin de la résolution par laquelle la commission soutient la lutte menée par les mouvements de libération en Afrique, et demande au Secrétariat exécutif d'intensifier son assistance auxdits mouvements, de façon à "préparer, dans les meilleures conditions, leur accession à la souveraineté nationale en leur fournissant d'ores et déjà les moyens de former des cadres compétents".

4. La réunion africaine sur les oléagineux, tenue à Addis-Abéba du 20 au 28 avril 1971, sous l'égide de l'OUA, de la CEA et du Conseil Africain de l'Arachide (CAA), devait étudier, conformément à une décision prise auparavant par l'Assemblée générale du Conseil Africain de l'Arachide (CAA) et entérinée par l'OUA, les modalités qui permettraient d'attacher les travaux du CAA aux autres oléagineux d'origine végétale. Après une semaine de débats approfondis sur les travaux et l'expérience passée du CAA aussi bien que sur les problèmes posés par l'harmonisation de la production et de la commercialisation des autres oléagineux, les délégués participant à la conférence ont jugé que le quorum était insuffisant et qu'il convenait de remettre à plus tard, au début de 1972, la convocation d'une autre réunion où le nombre des pays producteurs d'oléagineux permettrait de prendre des décisions.

justes et équitables en cette matière. D'ores et déjà restent acquises à cette prochaine conférence, les études préparées en commun par les trois secrétariats et les instructions qui se dégagent des débats qu'elles ont suscités à Addis-Abéba.

5. La Conférence des Ministres africains de l'industrie s'est, de son côté, penchée sur l'analyse de la conjoncture et des problèmes de l'industrialisation en Afrique afin de définir une stratégie africaine dans ce secteur d'activités, au moment où commence la deuxième Décennie des Nations Unies pour le Développement. Cette Conférence, réunie à Addis-Abéba du 3 au 8 mai 1971, est le fruit de la coopération croissante qui unit les secrétariats de l'OUA et de la CEA dans leur souci commun d'aider les dirigeants africains à mieux suivre l'évolution des données africaines du développement économique et social, afin d'intervenir, avec plus de rapidité et plus d'efficacité, pour hâter la coopération entre les gouvernements et les peuples du continent. La Conférence d'Addis-Abéba sur l'industrialisation a offert l'occasion aux responsables africains de ce secteur, de préparer la défense commune des intérêts du continent lors de la Conférence extraordinaire convoquée à Vienne à la mi-juin 1971 par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

6. Certes, les progrès envisagés dans le domaine de l'industrialisation, comme dans celui de l'agriculture, exigent une meilleure organisation des échanges intra-africains aussi bien que l'accès des produits africains aux marchés extérieurs. C'est à la première de ces préoccupations que répond la Foire commerciale panafricaine qui se tiendra à Nairobi (Kenya) du 23 février au 5 mars 1972. Cette foire qui est la première du genre, vise à offrir aux Etats membres de l'OUA l'occasion de mieux connaître la variété, la qualité et les perspectives de la production économique africaine, afin de stimuler les échanges entre les diverses parties du continent. Elle sera doublée d'un colloque sur le rôle du

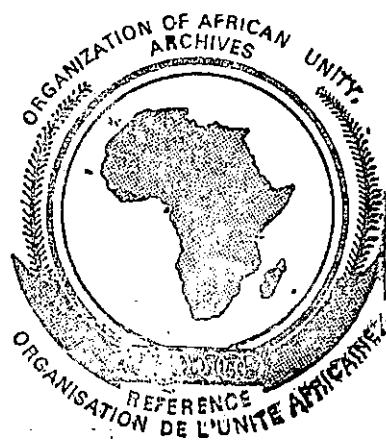
commerce dans le développement économique, qui se tiendra à la même époque à Nairobi, sous l'égide de l'OUA et de la CEA.

7. Le rapport du secrétariat général au Conseil des Ministres souligne les progrès accomplis dans la préparation matérielle et technique de la foire par le Comité de neuf membres mis sur pied par l'OUA, et surtout, par les autorités du gouvernement hôte. Mais si ce rapport montre l'importance et l'ampleur des sacrifices consentis par le gouvernement kenyan afin d'assurer le succès de cette entreprise panafricaine, il souligne plus particulièrement les inquiétudes légitimes d'échecs que suscitent, jusqu'à présent, le manque de mobilisation de tous les Etats membres pour la réussite de la foire, et aussi, les carences du Comité préparatoire dont à peine la moitié participe aux travaux qui, à Nairobi, devront permettre à l'OUA de superviser la préparation de la foire. La présente session aurait donc à coeur d'étudier et de promouvoir les modalités pratiques qui garantiraient la participation effective de la totalité des Etats membres de l'OUA à la Foire commerciale autant qu'au symposium de Nairobi ; tant il est vrai que, faute de cette participation massive, l'entreprise envisagée risquerait de ne pas atteindre son but, et, par là, de renforcer les déficiences actuelles des échanges commerciaux entre pays africains.

8. L'accès des produits africains aux marchés des pays développés va être au centre des activités générales de la CNUCED et, plus singulièrement, des débats que suscite la mise sur pied, prochainement, d'un système généralisé des préférences en faveur des pays pauvres, sans discrimination ni réciprocité. C'est pour cela que le secrétariat général de l'OUA soumet au Conseil des Ministres un rapport détaillé sur les plus importantes parmi les activités de la CNUCED, celles qui solliciteront, au cours de l'année à venir, non seulement l'attention et l'esprit de solidarité des responsables africains, mais encore

la coopération entre les secrétariats de la CEA et de l'OUA. Les études que préparent actuellement ces deux secrétariats ont pour but de susciter les décisions communes entre responsables du continent, avant les assises, en Amérique Latine, du Groupe des 77 (novembre - décembre 1971), et de la troisième Conférence des Nations Unies sur le Développement (mars - avril 1972). Ce rapport, comme celui sur la Foire africaine, attire l'attention sur le minimum de sacrifices financiers que l'OUA devrait consentir au niveau du budget 1971/1972 pour mettre son secrétariat en position de fournir toute l'assistance requise aux dirigeants africains, et pour la préparation, et pendant la tenue de ces manifestations de la solidarité africaine et internationale.

9. Dans le domaine de la coopération en matière sociale et du travail, il est juste de noter que, faute de la tenue de la 10ème session de la Conférence des Ministres africains du travail, le secrétariat n'est pas en mesure de présenter des études détaillées sur l'évolution de la conjoncture dans ces secteurs vitaux d'activités. Il a, toutefois, le devoir de rappeler que la 10ème session du Conseil des Ministres qui devait tenir ses assises à Kampala (Ouganda) du 15 au 20 mars 1971, a été, sur proposition de son Président en exercice (Zambie), reportée à Genève du 27 mai au 1er juin 1971, parce que, dix jours avant la séance d'ouverture à Kampala, seuls douze pays avaient répondu positivement à l'invitation à participer à la réunion ; ce qui était extrêmement loin du quorum nécessaire de 20 réponses positives exigées par le règlement intérieur de la conférence et par les habitudes de l'OUA.



1971-06

Report of the Administrative Secretary General on the OAU activities in the economic, social, transport and communications fields

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/7617>

Downloaded from African Union Common Repository